



## Un PAD pour les Dames Blanches ?

La cheffe de groupe MR Alexia Bertrand dénonce "le passage en force du gouvernement".

**Woluwe-Saint-Pierre** Le Brugov veut un tiers de logement social dans cette zone en lisière de forêt de Soignes.

Le sort des Dames Blanches, la plus grande réserve foncière de la Société régionale du Logement bruxellois (SLRB), à Woluwe-Saint-Pierre, a été abordé en commission Logement voici une dizaine de jours. Sur ce terrain de 9 hectares, on prévoit, selon le masterplan élaboré à l'époque, de construire 46 205 m<sup>2</sup> de logements.

En réponse à une question de la cheffe de groupe MR Alexia Bertrand, la secrétaire d'État en charge du Logement Nawal Ben Hamou (PS) a rappelé qu'elle s'appuierait sur le masterplan réalisé à l'époque. "Il y a des éléments à améliorer mais il me semble que la proposition du masterplan est adéquate, d'autant plus suite à la crise sanitaire", a-t-elle assuré. Selon la socialiste, "la densité proposée respecte celle des quartiers Joli Bois et Saint-Alix comme prévu dans le masterplan. Par contre, la typologie grande villa quatre façades avec jardin privatif n'est pas la référence imaginée pour les Dames Blanches. Le projet doit contribuer lui aussi à offrir une réponse à la crise du logement abordable que connaît notre région."

### Trois pistes possibles

Le site est conditionné au PPAS élaboré en 2000

par la commune. "Ce PPAS contraint de manière forte le développement du site, notamment du point de vue des zones bâtissables, de leur gabarit ou encore de leurs caractéristiques." Le cabinet de la secrétaire d'État planche donc sur trois pistes possibles afin de déployer un projet compatible avec la vision régionale sur la parcelle: le développement du projet dans le cadre des prescriptions du PPAS, éventuellement en y dérogeant pour certains aspects; l'abrogation ou la modification du PPAS; l'élaboration d'un Plan d'aménagement directeur (PAD), qui aurait pour effet de modifier les prescriptions du PRAS ou du PPAS. "Nous évaluons ces trois options. Le gouvernement n'a pas encore pris sa décision."

Nawal Ben Hamou ne dévoilera pas le nombre de logements à venir sur le site des Dames Blanches. "Il dépendra des discussions avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre" mais la mixité prévue dans le masterplan devrait être maintenue. A savoir: un tiers de locatif social, un tiers de locatif moyen ou modéré et un tiers d'acquisitif moyen. "J'insiste sur la prégnance du besoin en logements sociaux locatifs, qui dépasse de loin les deux autres catégories, a-t-elle rappelé. Je n'ai d'autre choix que de répondre à ce besoin en favorisant du logement social, tout en maintenant la logique de mixité sociale."

Par ailleurs, la volonté du gouvernement bruxellois de construire du logement social sur le site des Dames Blanches ne passera pas/plus par une concertation préalable avec les riverains et Sanpetrusiens, contrairement à ce que le bourgmestre assurait deux jours plus tôt en conseil communal.

Les annonces de Nawal Ben Hamou ont fait bondir Alexia Bertrand. "En conseil communal, le bourgmestre Benoît Cerexhe avait précisé et répété – mordicus – qu'une consultation populaire positive était la condition indispensable à l'aboutissement d'un quelconque projet de lotissement sur cette parcelle. La secrétaire d'État ne partage clairement pas cette vision", s'étonne la libérale. "C'est au bazooka que la Région tente de nous entraîner dans une toute autre dimension. Proposer pour la

*"La densité proposée respecte celle des quartiers Joli Bois et Saint-Alix comme prévu dans le masterplan."*

**Nawal Ben Hamou (PS)**  
Secrétaire d'État en charge du Logement

première fois l'établissement d'un PAD au mépris d'autres instruments juridiques sur ce terrain est extrêmement risqué. L'outil PAD a été conçu comme un instrument de densification et d'urbanisation massive, qui permet à la Région d'établir toute seule la manière dont elle souhaite aménager un quartier. Les PAD ont, jusqu'à présent, été mis en place sans prise en considération de l'avis des riverains et des communes, ce qui suscite aujourd'hui encore de très vives tensions."

M. L.

## Les rampes du palais rouvertes aux voitures

**Marolles** Samedi, des commerçants ont rouvert les rampes du palais de justice aux voitures.

Une soixantaine de personnes, selon l'estimation de la police, ont symboliquement rouvert, samedi matin, les rampes du palais de justice à la circulation automobile le temps d'une manifestation. Les protestataires étaient issus d'une quarantaine de commerces sur les quelque 150 du quartier des Brocanteurs, a précisé Michel Deschuytere, président de l'association des commerçants du quartier

Bruegel et des Marolles. Sur un fond de musique, les manifestants ont déplacé les bacs de fleurs qui fermaient les voies et les ont remis en place à la fin du rassemblement. Celui-ci a duré un peu plus d'une heure, mais les accès ont seulement été ouverts pendant une quinzaine de minutes et aucune voiture n'est passée, a précisé Olivier Slosse, porte-parole de la police de Bruxelles-Ixelles.

"On veut une politique de communication positive sur l'accessibilité du centre-ville en voiture, avec un fléchage jusqu'aux parkings, plaide Michel Deschuytere. Il faut que les clients venant des Woluwe, d'Uccle, d'Ath ou de Nivelles puissent facilement trouver à se garer. Sans quoi, le commerce de qualité va s'éteindre dans le centre. On ne veut pas d'un centre-ville qui ne

sert plus qu'à faire des événements."

Les commerçants parlent d'une baisse importante de leurs chiffres d'affaires liée aux politiques de mobilité menées par la Ville et la Région. "Le plan Good Move doit avoir été fait par des fonctionnaires dans des bureaux, qui n'ont jamais dû travailler avec des revenus variables. On n'a pas de clientèle locale, car les Marolles sont une des zones les plus pauvres de Belgique. Notre clientèle vient des deux Brabants et de la ceinture verte et riche de Bruxelles, et elle n'a pas de transports communs pour rejoindre le centre. Elle a 50 à 80 ans et ne fait pas de vélo, ni de trottinette."

Il faut par ailleurs remarquer que la taille des pièces vendues nécessite souvent un transport par voiture. (Belga)